

CIBLE

Évictions

Secrétaire d'État à l'action humanitaire d'urgence, Xavier Emmanuelli s'indigne des arrêtés municipaux pris à l'encontre des SDF qui s'installent dans le centre des villes.

Quelles que soient la gêne ou la crainte que les passants et les commerçants peuvent parfois éprouver, il faut donner raison à Xavier Emmanuelli qui s'exprime dans le souci de l'intérêt général. Pourquoi ?

Parce que les personnes visées sont évincées deux fois : par la misère, puis par l'autorité municipale qui ne veut plus voir la misère, ni savoir comment il y sera remédié, et qui l'aggrave en évinçant ses victimes.

Mais les autorités municipales sont dans une situation insupportable, comme tous les responsables de l'action humanitaire : on leur demande de réduire la fameuse fracture sociale, alors que la logique néolibérale, dans laquelle s'inscrit le gouvernement, crée de plus en plus de détresses.

Dans ces conditions pourquoi Xavier Emmanuelli, dont le projet de loi vient d'être une nouvelle fois repoussé, reste-t-il au gouvernement ?

Res publica

Crise du civisme

Médias

Le pouvoir de l'utopie

p. 6/7

Vaches

L'Europe en folie

p. 3

Économies d'esprit ?

Dimanche 2 juin au soir, dans le décor de théâtre des Bouffes du Nord, une équipe préparait une soirée peu ordinaire. Le lendemain à 20 heures, le tout-culture de France et d'Euro-Navarre était convié à tenir là une assemblée protestataire.

En maîtresse de maison affectueuse Ariane Mnouchkine veillait au moral des machinistes, équilibristes de sono et co-présentateurs ; le saucisson était fraîchement coupé, et le vin bon. On aurait pu penser qu'il y avait des lustres que les gens d'art et d'esprit ne tenaient plus d'assises pour défendre le croûton de leur imaginaire : quoiqu'ils aient pu penser des septennats de Tonton, Jack Lang avait veillé au grain, et en avait réparti le 1 % du poulailler au paradis ; Léotard et de Villiers n'y avaient guère jeté que leur gourme d'intérimaire, quant à Toubon, sa coquetterie pateline n'avait rien dérangé. Bref, le cœur artistique de la France battait encore dans la même poche (gauche) que le portefeuille de la Culture.

A un ventricule près. Justement aux mêmes Bouffes du Nord au printemps 95, quand s'étaient rassemblés écrivains et artistes - pas forcément les

mêmes ! - que la vision d'un Chirac président faisait frémir d'aise. Cornaqué par un Denis Tillinac ordonné grand passeur des mages et bateleurs sur le pont aux ânes électoral, ils avaient clamé hautement leur espérance. Comblée.

Vraiment ? Le groupe EPOPEA, de Mnouchkine à Schiaretta, le coordonnateur des entreprises culturelles et artistiques, pense autrement. Il évoque le sort du Campagnole de Corbeil, frappé d'ostracisme par le nouveau maire Serge Dassault, celui du directeur du Centre culturel d'Albi, démissionné, les interdits fumeux de Carpentras et de Toulon, la « mise à l'index » du conservateur de Cér, le démantèlement théâtral de Mantes-la-Jolie, le torpillage festivalier de Marseille-Méditerranée par Gaudin, la réputation culturelle et chorégraphique d'Orange, les limogeages de Verdun, l'interdit de Wissous, et j'en passe.

Lundi 3 juin : impossible d'entrer dans la salle. Par

faveur, la carte de presse vaut une marche étroite au second balcon pendant que les haut-parleurs tentent de retransmettre sur les trottoirs combles la douzaine d'interventions prévues. Parmi elles, un réquisitoire de l'Anglais Michael Batz sur les horreurs de la libéralisation culturelle à l'anglaise, et sa supplication : Je vous en conjure, ne les laissez pas faire !

Faire quoi ? En cette année 1996, geler 1,2 milliards de francs dans le budget de la rue de Valois - soit proportionnellement six fois plus que dans celui des autres ministères. Paniqué dès son réveil à l'idée d'une fronde ouverte des « créateurs », le ministre-culte Douste-Blazy a mis la journée pour arracher le dégel des crédits d'interventions à Juppé, écrire une lettre au maire de Corbeil, et le débarasser du Centre dramatique en nommant ailleurs son directeur...

Mince victoire. Désormais, les artistes (ajoutons-y les

chercheurs du CNRS aussi présents) devront camper aux Bouffes du Nord tous les lundis s'ils veulent dénouer l'une après l'autre les menaces qu'une démagogie d'illettrés fait peser sur l'abécédaire. L'an prochain 97, Bercy a fait savoir que la Culture serait ponctionnée à hauteur de 15 % soit six fois plus que la moyenne nationale. Est-ce pour dire le prix qu'attache le Gouvernement aux oeuvres de l'esprit qu'il s'acharne à leur faire les poches ? Ou simplement pour montrer à l'intelligentsia qui gouverne les villes d'Orange ou de Toulon que lorsqu'il faut rogner sur les dépenses, c'est d'abord contre l'art, le théâtre, la danse, la musique et le livre qu'il faut montrer les dents. Glorieux manifeste de l'échelle des valeurs qui leur permet de grimper dans leur propre estime et celle de leurs troupes. Quitte à désescalader en désordre et discrètement si ces bougres d'intellectuels haussent le ton...

Voilà où en est le dialogue entre le pouvoir et les artistes. A l'heure où, par la ronde des satellites et les ronds de l'industrie médiatique tout se dégrade en sous-produit de consommation, il serait de l'honneur de l'État de cultiver et choyer comme un précieux héritage à transmettre, la folle connaissance et la gratuite expression.

A propos EPOPEA veut dire : *Équipée Poétique pour Obliger le Profit à Épargner les Ames*. Un sourire vaut adhésion.

Luc de GOUSTINE

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (100 F)

☐ six mois (185 F)

☐ un an (270 F)

☐ soutien (500 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Effet d'annonce

Il ne faut pas confondre l'annonce d'un programme de réformes fiscales, et la communication de l'annonce d'une esquisse de l'esquisse d'orientations.

Chose promise, chose due : la baisse des impôts que le candidat Chirac avait promise va être réalisée en cinq ans par Alain Juppé. Et comme une bonne nouvelle libérale ne vient jamais seule, un communiqué publié par Matignon le 2 juin nous a averti que le « programme quinquennal de baisse des impôts » irait de pair avec la « maîtrise des dépenses ».

Au menu, une baisse de toutes les tranches d'imposition, une baisse des cotisations-maladies des salariés qui seraient remplacées par une cotisation-maladie universelle, une réforme de la taxe professionnelle, et une baisse des prélèvements exceptionnels (TVA, impôt sur les sociétés).

Ainsi annoncé, le programme paraît ambitieux et d'autant plus solide que la publication du rapport La Martinière sur la fiscalité coïncide avec les déclarations de Juppé.

Renseignements pris, il s'avère que le gouvernement n'en est qu'à l'esquisse d'un catalogue d'intentions supposées bonnes, et que la majorité navigue dans le brouillard. Ainsi, Alain Juppé a précisé que le gouvernement n'était pas engagé par le rapport La Martinière alors que les « orientations » annoncées reprennent les propositions du groupe de travail. Mais ces « orientations » semblent peu assurées puisque personne ne sait si on va baisser le taux supérieur de l'impôt sur le revenu de 56,8 % à 40 %, et comment on va s'y prendre pour instituer la cotisation-maladie universelle, le Premier

ministre reconnaissant lui-même que l'opération serait délicate. En revanche, on a appris qu'il n'y aurait pas de réforme complète de la taxe professionnelle mais un simple toilettage, et que la baisse de la TVA aurait lieu quand la situation budgétaire le permettrait.

Bien entendu, le Premier ministre n'a pas jugé bon d'expliquer comment il s'y prendrait pour éviter de nous faire basculer dans une logique déflationniste : la baisse des dépenses publiques réduit la croissance, ce qui entraîne de moindres rentrées fiscales qui seront encore diminuées par la baisse des impôts - si elle se réalise - ce qui contribuera à réduire encore la croissance.

Tout ceci n'est pas sérieux. Le gouvernement ne met pas en chantier une grande réforme, il se contente de faire de la « communication » - sans doute pour rétablir des équilibres internes à la majorité. Les citoyens sont quant à eux abreuvés d'informations contradictoires. Ils comparent l'alourdissement de la fiscalité réelle et la légèreté des promesses, l'égalité annoncée dans les baisses et la priorité qui semble être accordée à la réduction de l'imposition des hauts revenus, les engagements réitérés sur la « maîtrise des dépenses » et le fait que le déficit du régime général de la Sécurité sociale sera trois fois plus important que prévu. Comment, dans ces conditions, accorder crédit au gouvernement ?

Yves LANDEVENNEC

L'Europe en folie

Les nouveaux développements de l'affaire de la « vache folle » soulignent les dangers cumulés de la gestion bureaucratique de l'économie et du néo-libéralisme.

Dans l'ordre scientifique, les risques de transmission à l'homme de l'encéphalopathie bovine spongiforme (EBS) ou « maladie de la vache folle » s'avèrent au fil des semaines. Dans l'ordre politique, les preuves de l'irresponsabilité du gouvernement britannique et de la Commission de Bruxelles se multiplient, et le laxisme des deux institutions trouve sa commune origine dans une totale adhésion aux principes du libéralisme économique. De là, ce processus cumulatif d'impéritie et de fautes graves qui a fait croître le danger.

Pour bien saisir ces effets cumulés, il faut se souvenir que, loin d'équilibrer les organisations bureaucratiques, le libéralisme économique les développe et les conforte car le fameux marché ne peut jamais spontanément s'organiser. C'est ainsi que la Commission de Bruxelles produit à la fois des normes très contraignantes (mais qui n'exigent aucune décision politique) et des directives tendant à une « libre-concurrence » qui dispensent les autorités politiques de toute intervention dans l'économie - donc de l'exercice de leurs responsabilités. Comme le système européen ne peut fonctionner que dans l'indécision, la gestion des affaires par des bureaucrates libéraux arrange tout le monde.

Mais cette gestion présente trois inconvénients majeurs : elle concerne surtout l'économie, elle conçoit l'économie sous l'angle restreint de la

production et des échanges qu'on cherche à intensifier, elle suppose le consensus par voie de compromis entre les groupes et les pays - ce qui implique qu'il n'y ait jamais de choix politiques essentiels et de confrontations entre les nations pour la défense de leurs intérêts vitaux. Tout ceci est bien entendu aggravé par les logiques propres aux organisations bureaucratiques : tendance à la fuite devant les responsabilités, dilution de celles-ci, opacité favorisant les groupes de pression...

Le scandale de la vache folle est le révélateur de ces logiques convergentes : l'obsession de la productivité a fait ignorer la double transgression qui consiste à nourrir un herbivore avec la viande de sa propre espèce ; le gouvernement britannique a déréglé le contrôle vétérinaire, réduit le temps de chauffe des produits alimentaires et exporté à tout-va les farines interdites en Grande Bretagne ; au nom de l'idéologie libre-échangiste et sous la pression des groupes agro-alimentaires, la Commission de Bruxelles a tout fait pour retarder les décisions sanitaires et continue de manoeuvrer pour que les considérations économiques l'emportent sur les exigences de la santé publique.

Nous sommes dans une crise institutionnelle et politique, qui résulte des contradictions fondamentales de la construction européenne.

Annette DELRANCK

Affaires

Coulisses malodorantes

D'écidément il a tout faux, le camarade Jospin. Tort quand il se tait, parce qu'il ne joue pas son rôle d'opposant. Tort quand il parle, parce qu'il parle à tort... et à travers. Par exemple à propos des scandales politico-financiers.

Ainsi lorsque Henri Emmanuelli fut condamné en appel, la direction socialiste tenta de nous émouvoir en dénonçant une justice sous l'influence du pouvoir. Mais, comme il fallait s'y attendre, des affaires « de droite » ont succédé aux affaires visant la gauche.

C'est ainsi que Jean Tiberi, maire de Paris, s'est retrouvé en première page des journaux à cause de nouveaux éléments dans l'enquête sur l'office parisien d'HLM. Du coup, on a vu Lionel Jospin tonner du haut des tribunes que nous vivions dans un système de corruption généralisée. Tout à son indignation, le saint homme en oubliait que le Parti socialiste participait de multiples manières à ce système, certes pas à Paris, mais dans bien d'autres villes et dans bien d'autres domaines.

Le premier secrétaire fut donc, une fois de plus, légèrement ridicule. Il le sera encore plus si la justice jette une lumière crue sur les affaires qui concernent Elf-Aquitaine, Maurice Bidermann (récemment mis en examen) et Loïk Le Floch-Prigent qui est très lié à la gauche... Il est vrai que cette affaire nous ferait vite oublier Lionel Jospin, car elle nous emmènerait au Gabon, là où, depuis plusieurs décennies, ont lieu des mouvements de fonds qui ont largement profité à certain parti de l'actuelle majorité. D'aucuns parlent cette fois d'une affaire d'État.

Jacques BLANGY

L'« affaire Delarue », devenue en l'espace de quelques jours « l'affaire Elkabbach », a jeté un éclairage cru sur les pratiques communes aux différentes chaînes de télévision qu'elles soient publiques ou privées.

Au départ, il y a une série de contrats mirobolants signés, dans le plus grand secret, au mépris de toutes les règles, entre une chaîne de télévision publique (France 2), représentée par son président, et des sociétés de production dont les dirigeants sont des animateurs vedettes de la dite chaîne. Soit pour l'année la modique somme de 600 millions de francs à six animateurs pour des émissions de « divertissement ». Il est bon de savoir, à titre de comparaison, que le budget « fiction » annuel de France 2 est de 640 millions et que celui des documentaires de... 47 millions. Des chiffres pour le moins disproportionnés. D'une part, parce qu'avec de tels montants, on serait en droit d'attendre des émissions d'une qualité exceptionnelle. Or il n'en est rien, on serait même tenté de dire que la médiocrité constitue la norme. D'autre part, parce que ces émissions conçues pour concurrencer les chaînes commerciales ne parviennent que très rarement à les devancer en termes d'audimat.

Rien ne justifiait les émoluments de ces animateurs lorsque les contrats ont été signés. Certes Elkabbach héritait de contrats passés par son prédécesseur avec Jacques Martin, Mireille Dumas et Nagui. Mais il n'était pas obligé d'en augmenter le montant dès son arrivée. S'il l'a fait, c'était, dit-il, pour les empêcher de passer à la concurrence. Mais

rien ne dit que celle-ci leur ait manifesté le moindre intérêt à ce moment-là. Dans sa soif de revanche, Jean-Pierre Elkabbach faisait là sa première erreur d'appréciation. En revanche, les états de service passés d'Arthur, Delarue ou Drucker n'impliquaient pas de tels contrats. Delarue n'était qu'une vedette en devenir, selon les critères établis dans la profession ; Drucker se remettait mal de son passage éclair sur TF1 : atteint par la limite d'âge, il ne doit sa survie sur France 2 qu'à la venue *in extremis* dans son émission de Roland Gerra et Virginie Lemoine. Quant à Arthur, qui fut un temps « l'animateur le plus con de la bande FM » (selon la publicité en vogue à l'époque), il était encore convalescent après l'échec retentissant de son *Emission impossible* sur TF1. Deuxième erreur d'appréciation : l'argument qui consiste à dire qu'ils étaient convoités par la concurrence ne tient donc pas. On a du mal, en effet, à imaginer les responsables de TF1, retenir Drucker et Arthur.

Jusqu'ici rien que de très banal. Après tout, dans un marché, il y a souvent un gagnant et un perdant. Mais ce marché de dupe devient scandaleux lorsqu'on apprend qu'aucun contrat ne comprend de clauses de sortie comme c'est l'usage et que l'argent public a servi à la création de sociétés privées.

Cette affaire a servi de révé-

lateur. Jusqu'à présent, on savait que TF1 était une jungle, mais on pensait que le service public était épargné. Or, on apprend, dans le même temps que Jean-Pierre Elkabbach ne jouissait pas d'une grande estime auprès de son personnel, que son équipe faisait régner la terreur et imposait à la rédaction des choix critiquables du point de vue déontologique. Tous les spectateurs se souviennent de ce journaliste à moto suivant la voiture de Jacques Chirac, le soir de l'élection dans les rues de Paris...

Par ailleurs, on apprit, à l'occasion de cette lamentable affaire que les pouvoirs publics avaient juré la perte de ce président qui n'avait jamais caché ses sympathies pour Édouard Balladur, qu'un député, libéral farouche, avait voulu tordre le cou, une fois pour toute à l'audiovisuel public, que le CSA n'avait pas décidé d'avoir la tête d'Elkabbach...

On comprend dans ces conditions, que l'affaire ait dégénéré. Mais une fois le bouc émissaire dénoncé comme tel et démis de ses fonctions, les choses sont-elles pour autant réglées ? Une nouvelle fois c'est l'ensemble du système audiovisuel français qui est à revoir. Il est lamentable, à l'heure où la concurrence (Canal + et TF1 en tête) prépare la télé du futur, de voir le gouvernement se livrer à de telles mesquineries, de voir le CSA refuser de remplir le rôle de contrôle du cahier des charges qui lui incombe, de voir, enfin, l'État refuser de définir les règles d'une télévision publique.

Patrice LE ROUÉ

Un monde agnostique

Fiction ? La droite l'emporte en Israël. Les communistes en Russie. Les islamistes en Turquie. Les hindouistes en Inde... La loi du nombre soudain fait peur.

Les résultats des élections dans les plus grandes démocraties du monde ne plaisent pas. Comment expliquer que ce sont les « démocrates » qui perdent quand c'est la démocratie qui gagne ? Sauf à prôner le despotisme éclairé, comme Diderot avec Catherine II de Russie. Le monde n'était-il pas plus raisonnable sous Raïssa Gorbatchev qui nous changeait agréablement des babouchka, sous Farah Diba, la blonde Tansu Ciller et la non moins blonde reine Nour de Jordanie ? Il ne reste plus qu'à remplacer M. Boutros-Ghali au secrétariat général de l'ONU par une Irlandaise ou une Irlandaise.

Le monde des Rafsandjani, Erbakan, Vajpayee, Ziouganov, Buchanan et finalement Netanyahu est nettement plus rébarbatif. C'est un monde de mâles par opposition à un monde féminin, avant de pouvoir dire s'il est ou non un monde de guerre plus que de paix. Est-ce pour autant et a priori un monde religieux et antioccidental ?

Il ne faut pas procéder par amalgame, ni tout ramener à la religion, ni faire fi des différences entre religions. En Russie, l'orthodoxie penche pour Eltsine, la droite religieuse américaine n'a pas rallié Buchanan. Le B.J.P. (1) en Inde, le Refah (2) en Turquie, ont gagné contre la corruption des gouvernements établis. Le premier défend un hindouisme

culturel et social tandis que le second cherche à s'intégrer au système politique. Les partis religieux en Israël ne prétendent pas gouverner le pays mais en régime proportionnel à représenter un groupe particulier.

Les options économiques sont très diverses, ici protectionnistes, là libérales. Le plus souvent, elles reflètent les intérêts économiques de leurs mandants, ici petits industriels, là marchands.

Hier on se lamentait que les nouvelles élites démocratiques n'avaient pas eu comme leurs prédécesseurs de l'aristocratie un précepteur français. Aujourd'hui disparaissent les derniers laïcs, héritiers des Lumières. Faudra-t-il répéter avec Bainville, de la nouvelle Europe de 1920, que « le règne d'un nationalisme inculte, propre aux démocraties qui ne connaissent qu'elles-mêmes, restreint ces circonstances favorables à notre action politique et les anciennes commodités de nos relations extérieures » ?

La politique américaine, comme hier la politique coloniale britannique, tout en se voulant profondément morale, a toujours su faire la part des choses. Capable de traiter avec le diable comme avec Dieu ou les dieux du lieu, elle sait au gré de sa stratégie intégrer ou exclure tel ou tel État qu'il soit ou non nationaliste ou intégriste. Le seul critère semble être leur propre « leadership ».

La politique française est plus liée à « une certaine idée de la France » que le reste du monde se fait ou se ferait, en même temps qu'à celle de notre propre indépendance, deux notions qui parfois peuvent ne pas aller de pair. C'est ainsi que le nouveau cours en Israël nous posera sans doute plus de problèmes qu'aux États-Unis qui se réconcilieront vraisemblablement très vite avec Netanyahu - un Américain qu'il serait difficile de faire passer pour antioccidental. En effet nous n'aurons pas de longtemps une approche aussi réaliste d'Israël que celle défendue par de Gaulle en 1967 contre le sentiment profond des Français. Sentiment que Mitterrand a ensuite incarné comme son problème personnel. Clinton ou Dole n'auront jamais de tels cas de conscience. La politique européenne au Proche-Orient n'a pas non plus les mêmes intérêts que la politique américaine. Plus de proximité contraint à moins de flexibilité.

Il est donc naturel que nous semblions plus mal accuser le coup que les Américains. Pour autant, nous devrions nous garder de trop globaliser. L'histoire n'est ni unique ni linéaire. Elle est multiple et courte. Une lecture plus agnostique, moins universaliste, nous aiderait à faire les distinctions nécessaires.

Yves LA MARCK

(1) Bharatiya Janata Party (Parti du peuple indien) dont un des responsables Atal Behari Vajpayee a été récemment le chef d'un éphémère gouvernement nationaliste hindou.

(2) Refah : Parti de la prospérité dont le principal dirigeant est Necmettin Erbakan.

BRÈVES

♦ ROUMANIE : La princesse héritière Margarita de Roumanie vient d'annoncer son prochain mariage à Lausanne, le 21 septembre, avec un comédien roumain Radu Duda, qu'elle a rencontré en 1994 dans un orphelinat en Roumanie où il participait à un programme visant à soigner les enfants autistes par le théâtre. « Leurs Majestés le roi Michel et la reine Anne sont d'autant plus heureux que Monsieur Duda est roumain, ce qui établit des liens encore plus forts avec leur pays. Son union future avec la princesse Margarita concrétise l'attachement que la princesse ressent pour son pays, au bien duquel elle voue sa vie » précise-t-on à Genève où vit en exil la famille royale.

♦ PORTUGAL : Succès populaire pour les Bragance lors du baptême de l'enfant Dom Afonso de Santa Maria, premier enfant du duc et de la duchesse de Bragance. Un an après le mariage à Lisbonne, le nord du pays s'est offert à son tour des célébrations populaires autour de la famille royale. Le 1^{er} juin, dans la cathédrale de Braga, l'archevêque Dom Eurico Dias Nogueira, primat des Espagnes, a ondoilé le jeune prince de Beira (né le 25 mars dernier) devant un parterre de personnalités : l'ancien président Eanes, deux ministres du gouvernement socialiste, le prince régnant de Liechtenstein, la comtesse de Paris... Un événement qui renforce encore le poids politique de Causa Real, la fédération de toutes les associations royales du pays.

♦ THAÏLANDE : Le doyen des souverains du monde, le roi Bhumibol Adulyadej, a célébré du 9 au 11 juin le jubilé de son règne devant des foules considérables et enthousiastes. Défilé de chars et d'éléphants, procession de barges royales sur le fleuve Chao Phraya, le monarque, soixante-huit ans, a pu largement mesurer qu'il demeure pour les Thaïlandais un symbole vénéré et unanimement respecté, notamment parce qu'au-dessus de la mêlée, il est un symbole d'unité et de stabilité.

♦ ÉGYPTE : Les princesses Feryal, Fawzia et Fadia d'Égypte, filles du roi Farouk ont intenté un procès à l'État égyptien pour récupérer le palais El Tahrâ hérité de leur mère et confisqué par le Conseil du Commandement de la Révolution, avec tous les avoirs de la famille royale, le 8 novembre 1953. L'avocat de l'État, M^{re} Hani Mohamad Ali, compte plaider l'incompétence du Tribunal.

♦ ITALIE : Le prince Victor-Emmanuel de Savoie, prince de Naples et fils du dernier roi Umberto II a annoncé son retour dans son pays après cinquante ans d'exil après que le président de la République Oscar Luigi Scalfaro s'est prononcé pour l'abrogation de la loi d'exil. « Je n'ai pas d'ambition politique ; j'ai reconnu en son temps la République » a-t-il rappelé, précisant qu'il rentrerait par Naples, s'installerait à Rome assurant qu'il « pourrait être utile au pays en travaillant comme (il) l'a toujours fait ».

Alors que la démission d'un président de chaîne fait plus de bruit que celle d'un ministre,

alors que le système Internet est présenté comme une révolution dans l'histoire de l'humanité, il importe de s'interroger sur la place éminente prise dans notre société par la communication. Sociologue, enseignant à Paris I, Philippe Breton y voit une nouvelle utopie, dont il retrace l'histoire et dont il expose la logique pernicieuse, avant d'inciter chacun à reprendre la parole.

■ **Royaliste** : Pourquoi présentez-vous la société de communication comme une utopie ?

Philippe Breton : C'est que, au-delà des moyens considérables qu'elle met en oeuvre, la communication s'impose aujourd'hui comme une nouvelle valeur : communiquer, c'est bien, c'est positif, c'est un impératif existentiel dans le monde moderne. Or cette valeur est très curieuse. D'abord on la trouve associée à la résolution d'un problème : si les citoyens refusent une réforme gouvernementale, si les consommateurs boudent un produit, si un ami est déprimé, c'est un problème de communication ! La communication permet donc de résoudre un problème concret, immédiat.

Ensuite, il s'est construit autour de cette valeur un discours en forme de promesse, au sens fort du terme : on nous dit que, si nous acceptons d'accorder une place centrale à la communication, nous pourrions construire une société moins violente, plus harmonieuse ; si l'homme accepte de se concevoir comme un communicant, il deviendra meilleur. On reconnaît là les traits classiques de la société utopique qui est une société harmonieuse, purgée de toute violence, dans laquelle l'inégalité n'existe plus, et qui est marquée par l'avènement d'un homme nouveau.

■ **Royaliste** : Ce que vous dites évoque la présentation que l'on fait actuellement d'Internet...

Philippe Breton : Tout à fait. Il y a dans la presse une présentation technique d'Internet, mais aussi une présentation idéologique qui a été formulée par le vice-président américain Al Gore : il nous annonce bel et bien un homme nouveau vivant dans une société meilleure grâce à l'égalité d'accès au savoir qu'Internet rendrait possible.

■ **Royaliste** : Vous affirmez au contraire que la communication est une valeur sans contenu. Pourquoi ?

Philippe Breton : La communication est en effet une valeur paradoxale. On nous dit qu'il faut communiquer, et cette communication est en soi sa propre finalité. Mais pour quoi dire ? Pour quoi faire ? Le contenu de la communication importe peu, l'important est de participer. Cependant, ce discours n'est pas insignifiant puisqu'on y trouve trois constantes : l'apologie de la transparence, de la rationalité et du consensus.

La société transparente est celle qui est délivrée du secret et de l'arbitraire : les décisions peuvent donc y être prises de manière rationnelle. Tel est bien le discours médiatique : en montrant les masses, en les révélant, on va les empêcher car l'opinion publique va réagir. On suppose

donc qu'une société plus informée est une société meilleure, ce qui implique la liberté totale de la presse et l'importance de l'image - notamment l'image de soi. La société de communication s'appuie sur un modèle qui est celui de l'homme tout entier extérieur, complètement public, qui réagit à des informations, qui réagit à son environnement. C'est donc un homme dépourvu d'intériorité, qui est tout entier accessible aux autres... La télévision va dans ce sens, par ses intrusions de plus en plus poussées dans la vie privée.

L'apologie de la rationalité est moins soulignée, et pourtant c'est là une caractéristique très importante de la communication. Derrière le thème de l'homme communicant, informationnel, il y a le fantasme de la maîtrise. Plus la communication se développe, plus on assiste à une instrumentalisation de l'humain, qui apparaît notamment dans la dérision médiatique : on se moque constamment des gens, par petites touches, en cherchant à rendre risible ce qui, chez eux, échappe à la transparence - ce qui relève de l'intériorité et de la transcendance.

L'apologie du consensus est depuis le début au coeur du discours sur la communication : communiquer, c'est par définition se mettre d'accord, c'est aboutir à une vision unique du monde, c'est éliminer tous les conflits.

■ **Royaliste** : Quelle est l'histoire de cette utopie ?

Philippe Breton : Le discours sur la communication est formulé pour la première fois à la fin des années quarante, et l'on y trouve déjà l'ensemble des arguments qui seront par la suite avancés par Simon Nora et Alain Minc dans leur célèbre rapport sur la télématique, et qui sont actuellement développés. Cette première formulation apparaît dans un groupe de scientifiques, d'ingénieurs et d'anthropologues américains, qui fondent la science de la communication pendant la seconde guerre mondiale : selon eux, les politiques ont échoué dans leur tâche de direction de la société ; il faut donc construire une nouvelle société, autorégulée, qui sera

fondée sur la communication. Isaac Asimov, qui est un militant de la société de communication, décrit dès les années cinquante les autoroutes de l'information célébrées par Al Gore et, plus généralement, une société dans laquelle les hommes vivent seuls, mais sont reliés constamment par des technologies virtuelles et évoluent dans une société transparente, délivrée de la violence et du meurtre. Il est important de souligner que, chez Asimov, la séparation des hommes est la condition du bonheur de l'humanité : dans la société qu'il imagine, la seule loi que les hommes ont intériorisée, c'est l'impossibilité de la rencontre avec autrui. On peut donc parler de néo-xénophobie, puisque la pré-

sence de l'autre est réputée insupportable.

Il faut aussi évoquer Norbert Wiener, qui développe tous les arguments de la société de communication, et qui les fonde sur le rejet de l'entropie. Pour lui, l'entropie est le diable qui désorganise notre société et auquel il faut opposer l'information, la communication. Dans le modèle de Wiener, l'homme est entièrement dirigé de l'extérieur, tout entier collectif : il ne se réalise qu'avec les moyens de communication qui sont pour cet homme autant de prothèses.

Somme toute l'utopie de la communication est à rapprocher du vieil idéal anarchiste d'une société sans État, complètement autorégulée. La société de communication présente le curieux paradoxe d'être hyper-individualiste, puisque les hommes vivent repliés sur eux-mêmes, mais avec une pensée totalement collectivisée.

■ **Royaliste** : Pourquoi cette utopie a-t-elle un tel succès ?

Philippe Breton : Bien avant moi, Jacques Ellul a montré que notre société est en proie à une ivresse technique infinie : elle veut réaliser tout ce qu'elle sait faire. D'autre part, notre société est en panne de projet politique, et l'utopie de la communication est le seul futur qui nous soit proposé. C'est pourquoi cette question est devenue centrale. Or je

voudrais quant à moi déplacer cette question, lui ôter sa centralité, en essayant de retrouver ce qu'il y a avant le message. Je m'interroge donc sur la place de la parole, qui singularise l'homme, qui le distingue radicalement de l'animal comme l'avait dit Aristote. Nous sommes des hommes et des femmes de parole, d'une parole qui porte les projets que nous formons. La parole est ce qui nous permet de nommer, de donner du sens aux choses, d'exprimer notre point de vue sur le monde. La parole est à prendre (nous « prenons la parole ») mais aussi à partager : je me demande s'il y a d'autres communautés que des communautés de parole, c'est-à-dire de projets communs, de valeurs communes.

■ **Royaliste** : « *Déclin de la parole* » est le titre de votre prochain livre...

Philippe Breton : La parole me semble en déclin. Nous vivons une période de déclin relatif, qui n'est certainement pas la première : Tacite regrettrait qu'on n'ait plus le temps de s'expliquer dans l'espace public, se demandait ce qu'allait devenir la compétence plurisécularisée acquise dans l'exercice de la parole et apportait lui-même la réponse : lorsque la parole décline, on invente la littérature.

Ce déclin est relatif par rapport aux formidables possibilités techniques qui nous sont offertes. Mais il est frappant de constater que la parole circule aujourd'hui assez mal : actuellement, il y a très peu de chances pour qu'une parole émise par un groupe politique arrive à destination en raison des nombreux filtres qu'elle doit franchir - à commencer par le fait qu'elle est souvent rendue obscure par celui qui l'énonce.

D'autre part, l'exercice de la parole est vécu par beaucoup de citoyens comme une menace, et c'est là un des traits les plus cruels de notre société : il y a une crise de confiance envers la parole, telle qu'elle est énoncée par les hommes politiques et telle qu'elle est diffusée par les médias. Cette méfiance est d'ailleurs compréhensible puisque notre siècle a été marqué par d'énormes abus dans l'exercice de la parole. Je

pense bien entendu aux propagandes totalitaires, mais il ne faut pas oublier la publicité, et se souvenir que la propagande en tant que telle a été inventée aux États-Unis, où fut installé le premier bureau chargé de convaincre les étrangers de l'excellence de la démocratie américaine.

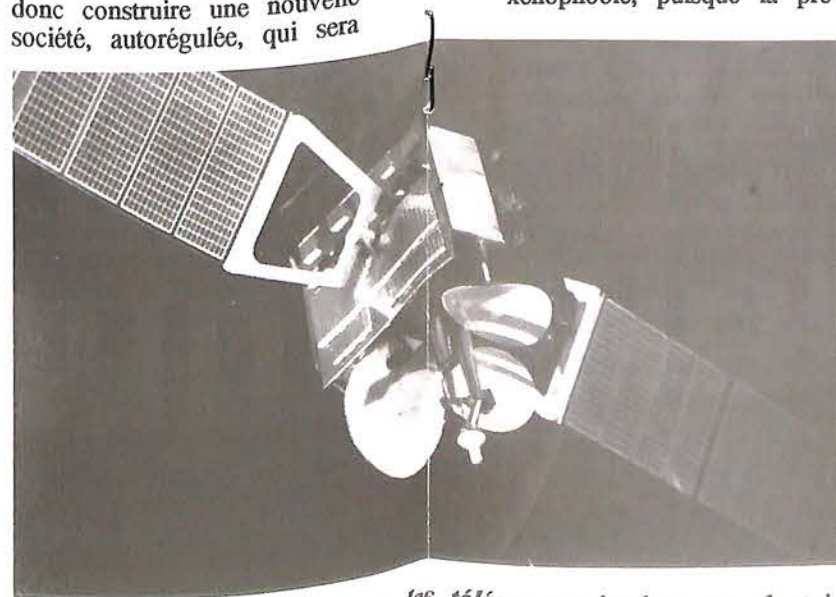
De même, la désinformation n'est pas le propre des régimes totalitaires : nous avons actuellement une étrange complaisance à son égard quand elle est mise au service d'une bonne cause (par exemple la désinformation pendant la guerre du Golfe). Cela signifie que l'information et la désinformation ne sont pas considérées comme des questions éthiques : elles sont relatives à une cause déterminée.

Il faut par ailleurs s'interroger sur le monopole des médias, qui ont progressivement absorbé toutes les fonctions de médiation dans l'espace politique. Les organisations politiques se sont désaisies de leurs propres moyens d'information et, pour accéder aujourd'hui à la parole publique, il faut passer par les médias, et accepter leurs règles de fonctionnement. Enfin, il y a une relation entre le déclin de la parole et la montée de l'individualisme, celle-ci s'accompagnant d'une nouvelle forme de xénophobie : on veut bien communiquer avec les autres, mais pas les rencontrer. Or la rencontre est ce qui permet l'expression d'une parole vivante. D'où quatre propositions que je compte développer dans mon prochain livre : rétablir une éthique sur la parole, remettre de la loi dans la parole, en éliminant les manipulations ; remettre les médias en concurrence avec d'autres sources d'information, donc développer des médias propres à chaque communauté de parole ; faire une éducation aux médias dans le cadre scolaire ; redécouvrir une conception pleine et entière de l'homme.

Propos recueillis aux Mercredis de la NAR

Philippe Breton
L'utopie de la communication

prix franco 100 F



Les satellites en permettant les télécommunications sur de très grandes distances ont ouvert la voie au mythe du « village planétaire ».

La bande originale

Bernard Gheur est sans doute le plus méconnu de nos meilleurs romanciers contemporains. Serait-ce parce que notre temps n'aime pas le bonheur et que lire Bernard Gheur rend heureux ? En effet, ses romans nous replongent quasi miraculeusement dans nos propres souvenirs de notre vert paradis des amours enfantines et dans le coin le plus tendre de notre vie passée ou rêvée. Ah ! la nostalgie...

Histoire toute simple : une ville, Liège, dans les années soixante ; deux grands adolescents passionnés de cinéma, Charlie - le narrateur - et Henry, qui s'essaient au tournage d'un court métrage ; un vieux professeur de latin et un bébé rouquin ; et puis une jeune et jolie claveciniste.

C'est en vrai cinéaste, en « preneur d'images » que Bernard Gheur écrit, comme c'est en monteur qu'il construit son roman, car jamais il ne renie ce qu'il doit aux réalisateurs de la Nouvelle vague, et surtout à son dieu, François Truffaut (qui fut son correspondant et le préfacier de son premier-né, *Le testament d'un cancer*, Albin Michel, 1970). Mais la « petite musique » qui s'échappe de tous ses livres n'appartient qu'à lui ! Et si on voulait quand même s'amuser au jeu des familles, on reconnaîtrait des affinités avec un Patrick Modiano... Un cousinage dont Bernard Gheur ne devrait pas rougir !

Christian LIBENS

Bernard Gheur - « La bande originale » - Éditions Quorum, 1996 - prix franco : 105 F.

Marx aujourd'hui

Pendant une vingtaine d'années, le marxisme fut effacé de notre horizon intellectuel. Mais la pensée de Marx continua de vivre souterrainement.

Marx est mort. Soit. Mais lequel ? Qui au juste a-t-on enterré, piétiné, maudit ? La statue d'un matérialiste scientifique du siècle dernier ? Assurément. Le géniteur de lignées totalitaires (Lénine-Staline-Brejnev ; Lénine-Staline-Mao) répudiées par des peuples martyrisés ? Sans aucun doute. L'épouvantail qu'on agita pour fustiger les mal-pensants ? Certes. Mais ces figures bricolées de Marx n'ont qu'un lointain rapport avec l'ample philosophie sociale qui s'est déployée au XIX^e siècle et à laquelle de nombreux chercheurs font retour aujourd'hui.

Ce retour attendu n'est en rien surprenant. Comme aucune grande critique de l'économie politique ne s'est imposée, comme les socialistes ont laissé tomber théoriquement et pratiquement la question de la justice, comme la classe ouvrière a mystérieusement quitté notre paysage politique, il est logique qu'on s'adresse à nouveau à Marx en raison de l'exploitation systématique et de la misère qu'engendre le néo-libéralisme. Sans doute faut-il se méfier de ces mouvements rétrospectifs : nous connaissons tant de retours fantasmagiques vers une pure origine, tant de replis pathologiques dans de pénibles ratiocinations !

En ce qui concerne Marx, tel n'est pas le cas. Le congrès

tenu en 1995 à Paris a montré la qualité de la réflexion marxologique, que confirme la publication de plusieurs ouvrages savants - notamment celui de Daniel Bensaïd (1). Ce dernier nous convie à une lecture ou à une relecture de l'œuvre de Marx du triple point de vue de la philosophie de l'histoire, de la lutte des classes et de la philosophie des sciences. Libérée de ses interprétations ossifiantes et réductrices, la pensée marxiste retrouve ainsi la complexité de son mouvement, et ne saurait désormais être confondue avec la vulgate stalino-soviétique. Qu'on se le dise : Marx n'a pas produit une mécanique déterministe de l'histoire ; ce n'est pas un sociologue pauvre qui aurait oublié les classes moyennes dans son schéma de la lutte des classes, ni un scientifique benêt, cousin d'Auguste Comte. L'auteur du *Capital* est un authentique philosophe, qui réfléchit en compagnie d'Hegel comme chacun sait, mais qui est aussi en relation avec Spinoza et avec Aristote (2).

C'est dire que la critique de Marx ne peut plus relever de l'agit-prop médiatique : elle exige un travail rigoureux, et une participation active à l'intense débat qui anime la marxologie et le marxisme contemporains. Daniel Bensaïd y participe avec ardeur, et ceux qui accepteront de le suivre seront impressionnés par la force et la profondeur

d'une discussion à laquelle participent depuis des années des chercheurs français, anglais, américains... Au regard, un colloque jospiniste est tout simplement ridicule.

Ainsi retrouvée et durcie au feu de la critique, la pensée marxienne est confrontée à ceux qui ont tenté de repenser la question de la justice sociale et celle du travail dans la société moderne, plus particulièrement John Rawls et André Gorz auxquels Daniel Bensaïd réplique de manière pénétrante.

Demeurent les questions décisives qui concernent le projet de dictature du prolétariat, de dépérissement de l'État et de société sans classes, où pointent les faiblesses et les dangers d'une pensée qui néglige ou méprise la démocratie et la nécessaire permanence d'une médiation politique pleinement assurée de son autonomie. Mais qu'on y prenne garde, à droite comme à gauche : dans l'ordre de la pensée, il faut à nouveau compter avec Marx.

Maria DA SILVA

(1) Daniel Bensaïd - « Marx l'intempestif, Grands et misères d'une aventure critique (XIX^e-XX^e siècle) » - Payard, 1996 - prix franco : 180 F.

(2) Cf. sur ce point le livre de Michel Vadée - « Marx penseur du possible » - Méridiens Klincksieck, 1992.

Pour tous vos achats faites appel à notre service librairie :

efficacité, rapidité, prix sont au rendez-vous !

La République menacée

Auteur de plusieurs gros ouvrages sur le racisme et l'antiracisme, Pierre-André Taguieff a voulu faire court, cette fois. Non pour simplifier les problèmes au risque de les masquer, mais pour concentrer l'attention au moins sur trois sujets qui réclament de tous les citoyens clarification et détermination. Tout d'abord les banlieues malades : le modèle d'intégration républicaine est-il toujours aussi pertinent pour répondre aux difficultés apparemment insurmontables de toute une population ? Ensuite, le défi du mouvement lepéniste, que toutes les dénonciations « conjuratoires » n'ont pas endigué.

Troisièmement, en plein essor de la mondialisation, quel espace politique convient-il de promouvoir pour éviter la dissolution communariste et les violences nationalistes ? Le genre de l'entretien - qui est mené ici par Philippe Petit, collaborateur à l'*Événement du jeudi* - se prête à une investigation rapide et à des réponses directes. En cette période incertaine et même périlleuse, on apprécie la performance.

Sa confiance en notre modèle d'intégration, Pierre-André Taguieff peut d'autant plus l'affirmer qu'avec un grand-père maternel d'origine polonaise et un père d'origine russe il a de bonnes raisons de croire en sa réussite. Mais encore faut-il ne pas se laisser se conjuguer toutes les forces du désenchantement et du désespoir. La médiatisation excessive de certaines scènes et de certains épisodes, renforce ainsi « les peurs et les inquiétudes de ceux qui luttent contre le déclassement, de tous ceux - quelles que soient leurs origines ethniques ou culturelles - qui sont saisis par la hantise de la grande pauvreté ou de la misère ». En ce sens, Taguieff n'a pas beaucoup apprécié le film « La haine » parce que, dit-il, il « esthétise complaisamment les marges, il transfigure les marginaux, il sublime l'échec et flatte le goût de la haine sans fard ». Ce n'est pas le sentiment d'impuissance qu'il faut favoriser. La culture systématique du soupçon finit par peser des deux côtés, aussi bien celui du policier, de l'éducateur et de l'enseignant que celui des jeunes prétendument irrécupérables.

C'est sur ce terrain que tous les extrémismes prospèrent, le lepénisme qui récupère tous les mythes répulsifs, l'islamisme qui attire les jeunes immigrés désarçonnés. Mais pour lutter contre ces tendances qui déchirent toujours plus le tissu social, en donnant le sentiment que l'intégration est de plus en plus impossible, il faut ajouter la lucidité au refus du nihilisme social. L'amplification d'un phénomène comme celui du Front national résiste, en effet, aux tentatives de diabolisation violente. Et celles-ci deviennent franchement perverses, lorsqu'elles conduisent à méconnaître les raisons de fond du vote protestataire et son caractère populaire. Certains mépris affichés à l'égard du « populisme », notamment au monde ouvrier qui, aux présidentielles, a préféré Le Pen à Jospin, à Hue et à Chirac. Cela risque de tourner à la catastrophe si on persiste à laisser la nation aux extrémistes, en faisant croire que tout sentiment national est condamnable parce qu'il participerait d'une réaction régressive.

Pierre-André Taguieff regrette ouvertement l'abandon de l'idée nationale par les politiques : « La droite conservatrice semble s'être dénationalisée en même temps que la gauche socialiste s'est dérépublicanisée, converties l'une et l'autre au fatalisme de la mondialisation des échanges, du nouveau fatum de l'économie financiarisée, dernière version en date de la vulgate économiste du capitalisme libéral comme « destin » planétaire des humains, voie unique et inéluctable. Degré zéro de la gnose du Progrès ». Et à Philippe Petit qui lui objecte que « le nationalisme pourrait être sa part maudite », Taguieff rétorque : « Nous nous trouvons devant un dilemme expérimenté par l'histoire, le dilemme du mondial et du national... Il faut essayer de penser ensemble ces deux grands phénomènes contradictoires dont le choc inévitable forme peut-être le conflit central du monde qui vient ».

Encore faut-il préciser ce qu'est la nation, et en quoi elle dépasse les mouvements agressifs et dangereux qui se lèvent aujourd'hui autour de revendications ethniques ou religieuses : « Les nations ayant accompli leur relative homogénéisation culturelle et ethnique, disons les nations « satisfaites » deviennent des communautés politiques où les passions nationalistes sont refroidies. Mais la condition triviale de cette neutralisation du désir de nation, c'est qu'il ait été en quelque manière assouvi. L'identification nationale réussie, c'est-à-dire parachevée par la construction d'un État-nation, opère une catharsis : les pulsions et les passions négatives accompagnant la quête d'identité déclenchée par le besoin d'appartenance communautaire sont purgées et sublimées à la fois par la fixation sur la dimension stato-nationale. Par celle-ci, l'on sort de la dialectique ethnico-religieuse indéfinie. Fondé sur des principes républicains, l'État national peut fonctionner comme un État de droit. Voilà ce que nulle société de marché ne saurait garantir ».

par Gérard Leclerc



Je ne rappellerai pas ici pourquoi « les principes républicains », loin de gêner les royalistes que nous sommes, trouvent au

contraire en nous d'ardents défenseurs, sauf pour dire que la République transcende la question du régime et qu'en France elle a d'abord été assumée par la monarchie. Ces principes sont en danger, lorsque, par exemple, la médiatisation d'un fait divers calamiteux, donne l'occasion de déclencher une amorce de guerre de religion, au travers de déclarations irréfléchies, à moins qu'elles aient été trop réfléchies dans le but de produire un choc dans l'opinion. C'est alors la laïcité de la République qui est en cause. Et cette laïcité, il faut peut-être le rappeler à quelques laïques patentés trop impatientes d'être aussi des religieux, c'est l'exercice paisible de la neutralité de l'État au service de la liberté de tous. Il n'est ni intelligent, ni habile de se lancer dans des accusations mutuelles de racisme antireligieux. C'est incivique au suprême degré. Cet exemple tiré de l'actualité récente n'est pas isolé. Taguieff explique que la tendance à la mondialisation entraîne une logique de dissémination. Cette logique va directement à l'encontre de cet autre principe républicain qui donne la primauté à l'espace civique national. La construction européenne actuelle risque de privilégier la dimension régionale au risque d'une dislocation de l'État et de la nation. Et ceux qui poussent du côté du multiculturel (qui toujours renvoie au multiethnique) vont dans le même sens, alors qu'il faudrait d'urgence restaurer les valeurs de la *Res publica*, qui constitue, au milieu des périls joints d'une mondialisation excessive et d'une dislocation tous azimuts la seule chance d'une coexistence pacifiée et fraternelle.

Pierre-André Taguieff - « La République menacée » - Coll. Conversations pour demain, Ed. Textuel - prix franco : 84 F.

Aventure d'un gentilhomme

En lisant *Les champs de braise* d'Hélie de Saint Marc, on s'aperçoit qu'il n'y a rien de plus étranger à sa personne que la caricature de « tête brûlée » activiste qu'on a plaqué en bloc sur les « officiers perdus » de son espèce.

Le 21 avril 1961 à Alger, le général Challe persuade le commandant Hélie Denoix de Saint Marc d'entraîner le 1^{er} Régiment Étranger Parachutiste dans le « 13 mai à froid » qu'il prépare. Ces officiers croient encore pouvoir rompre avec la « comédie tragique » à laquelle ils assistent et participent. Ils ne peuvent plus douter du « double langage » que tient de Gaulle depuis trois ans : pour occuper l'armée et endormir la droite, il leur fait poursuivre la guerre, tandis que lui ne cherche qu'à retrouver les mains libres en politique extérieure en se déchargeant à tout prix et sans délai du fardeau algérien.

L'ironie de l'histoire veut qu'en 1961, le plan Challe ait à peu près réussi sur le terrain, que les officiers SAS inspirent confiance au petit peuple des djebels, et que dans les élites étudiantes et religieuses comme parmi les combattants de l'intérieur, des interlocuteurs sont prêts à négocier une autre solution algérienne. Après le grand espoir fraternel du 13 mai auquel de Gaulle a donné des gages si spectaculaires, beaucoup en Algérie s'étonnent de son peu d'enthousiasme à inventer la forme institutionnelle d'une Algérie fortement autonome fondée sur la coexistence des communautés arabe et européenne. Le sabotage des pourparlers avec le chef fellagha Si Salah, puis le renvoi de Challe, sont une confirmation cruelle : de Gaulle ne croit pas en la solution franco-

algérienne et préfère négocier l'indépendance complète avec le GPRA (Gouvernement provisoire de la République algérienne) de Tunis.

Le putsch tient trois jours, l'armée ne suivant pas, et les généraux n'ayant convaincu personne que leur rébellion n'avait pas pour horizon une Algérie française au sens chauvin ou réactionnaire, mais une Algérie émancipée, et émancipatrice de tous ses

HÉLIE DE SAINT MARC



citoyens. Au surplus, personne ne paraît partager le sentiment d'urgence qui inspire ces officiers : en cas de retrait français au profit du FLN, qui protégera les musulmans qui ont donné des gages à la Métropole ?

Condamné à dix ans de réclusion criminelle par le Haut Tribunal militaire, Hélie de Saint Marc finit sa carrière de commandant entre les murs étroits de la maison d'arrêt de Tulle en compagnie du fameux « quarteron ». Leur sort semble tranché pour la postérité, puisque leurs choix

les ont quasiment expulsés de l'histoire, rejetés parmi les « officiers partisans, ambitieux et fanatiques » stigmatisés par de Gaulle.

Mais l'histoire a mal tourné. L'Algérie s'est enfoncée dans une guerre militaro-islamique où elle récapitule désespérément son passé irréconcilié. Il n'a fallu que trente ans pour que la parole des « soldats perdus » nous rejoigne, comme si, satellisée sur une autre trajectoire de l'espace-temps, elle avait attendu que les courbes se recroisent. A l'heure où son discours nous atteint, une évidence s'impose : si Saint Marc n'avait écrit ses Mémoires, les nôtres seraient à jamais incomplètes, et faussées.

Car il n'est pas question de refondre les événements, mais de réintroduire, au milieu de leur courant apparemment inexorable, quelques silhouettes d'hommes qui ont osé se mettre en travers parce qu'ils exigeaient un destin plus beau, plus honorable, et qu'ayant pris ce risque librement, ils en ont répondu de même. Ils attirent aujourd'hui l'estime qu'on leur refusa sur le moment.

Ce fils d'avocat bordelais est d'une génération dont les parents meurtris par la Grande Guerre entretiennent des idéaux d'héroïsme et de dépassement, une sensibilité terrienne sensuelle et tragique, et une sympathie toujours prête à se projeter sur les pauvres, ceux qui souffrent. Somme toute, une disponibilité chevaleresque à l'événement, qui trouvera pour épreuve adolescente la débâcle

et l'humiliation française. Hélie, avec une nonchalance quasi sportive, s'entraîne à franchir sans être repéré la « zone » qui sépare le Périgord du Bordelais, puis, tout naturellement, devient agent de liaison dans un réseau en relation avec l'Intelligence Service. Cette résistance active débute dès l'automne 1940 et s'achève sur une tentative pour gagner Londres pendant l'hiver 1942 et l'arrestation du jeune homme par les Allemands.

La « planète Buchenwald », puis l'invivable chantier souterrain de Langenstein, furent le cadre de ses années d'apprentissage, l'horreur concentrationnaire le creuset de son âme. Il faut se rendre à cette réalité. Les combats qu'il livra plus tard en Indochine, puis en Algérie, et surtout la manière dont il les livra en conscience, s'enchaînent dans une logique morale et spirituelle cohérente : c'est l'immense misère partagée, la fraternité des victimes du Moloch totalitaire. Sans doute est-ce là une raison essentielle pour lire Saint Marc et découvrir comment sa marginalité constante coïncide avec la voie royale du siècle. Marginal dans la Résistance - ni gaulliste, ni communiste, il travaille dans l'un de ces réseaux encore ignorés des historiens - il sera aussi marginal dans les camps où il ne survivra *in extremis* que par miracle ; il se retrouvera marginal en France et ne retrouvera de la fraternité que parmi les « hommes blessés » de la Légion étrangère ; puis c'est en Indochine, une communion croissante avec des populations qu'il lui faudra soudain abandonner à la déferlante révolutionnaire qui les lamènera pour un long demi-siècle ; enfin, en Algérie, c'est la crainte de se retrouver complice d'un autre reniement, et, pour la première fois, la désobéissance pour l'honneur.

Devant le cours qu'a pris l'histoire les politiques devraient avoir la franchise de reconnaître que, peut-être, d'autres voies étaient possibles, et que l'honneur n'était pas si mauvais conseiller.

François G. CROUZET

Hélie de Saint Marc - « Mémoires : Les champs de braise » - Perrin - prix franco : 130 F.

TÉLEX

♦ **MONDIALISATION** - « La France face à la mondialisation » était le thème du débat auquel la Fédération de l'Île-de-France de la NAR avait convié des représentants de divers partis le samedi 8 juin. Le Parti communiste, le RAP (Rassemblement pour une autre politique, séguiniste) et le RPR avaient répondu positivement à cette invitation. En revanche, le Parti socialiste et le Mouvement des citoyens (Chevenement), qui avaient annoncé leur participation, n'ont pas envoyé de représentant... Tant pis pour eux ! La confrontation fut enrichissante et courtoise et tous les participants en furent très satisfaits. Le point de vue de la NAR était défendu avec fougue par son délégué régional Hugues Bouchu.

♦ **IMMIGRATION** - La NAR avait appelé ses militants et sympathisants à se joindre à la manifestation du 15 juin à la Bastille pour protester contre le projet de durcissement des « lois Pasqua ». L'annonce de l'abandon par le gouvernement d'une partie de ce projet ne doit pas conduire à une démobilitation et il convient de rester vigilants. Nous continuerons de réclamer l'abrogation des lois Pasqua, la régularisation des situations aberrantes qu'elles ont provoquées, et d'une manière plus générale que soit définie clairement la politique concernant l'immigration. C'est ce même souci qu'ont exprimé (*Le Monde* du 15/6/96) les personnalités ayant fait partie des « médiateurs » après l'affaire de l'église Saint-Ambroise dans un texte que nous approuvons pleinement.

♦ **VACANCES** - Comme tous les ans *Royaliste* suspendra sa parution pendant les vacances. Le prochain numéro (n° 669) sera un numéro « Spécial vacances » de 16 pages, conçu pour être une sorte de « vitrine » de notre mouvement et destiné à le faire connaître à de nouveaux lecteurs. Nous comptons spécialement sur nos amis pour en assurer la diffusion autour d'eux et dans ce but avons prévu un tarif dégressif particulièrement avantageux (5 ex. 40 F - 10 ex. 60 F).

♦ **ÉDITION** - Notre ami Gérard Leclerc nous annonce la parution de deux livres de lui pour le mois de septembre. L'un intitulé « Pourquoi veut-on tuer l'Église ? » est une analyse à la fois théologique et philosophique des crises médiatiques qu'a eu à affronter l'Église. L'autre qui s'appellera « Jean-Paul II, le résistant » est consacré à la personne du pape. L'on peut d'ores et déjà commander ces deux livres à notre service librairie. Le premier au prix de 140 F franco, le second au prix de 115 F franco.

AUTOCOLLANTS

Réagissons !

Contre les projets de durcissement des « lois Pasqua » : un nouvel autocollant.



Autocollant rond (64 mm) de couleur vive fluo, très visible.

Vendu par planche de 12. La planche : 7 F franco, à partir de 3 planches : 4 F franco la planche, à partir de 15 planches : 3 F franco la planche.

Autres modèles :
- Autocollant rond « UN ROI, pourquoi pas ? » vendu par planche de 12 (même tarif que ci-dessus).
- Autocollants rectangulaires (70x37mm) publicitaires pour *Royaliste*, vendu par planche de 24 (même tarif que ci-dessus).

ABONNEMENT D'ESSAI

Royaliste n'est pas vendu en kiosque et ne doit compter que sur ses lecteurs pour toucher de nouvelles personnes. Pour cela, quel meilleur ambassadeur que le journal lui-même ? Ouvrez donc votre carnet d'adresses et envoyez-nous les noms et coordonnées de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par *Royaliste*. Nous leur ferons alors un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 25 F.

Vient de paraître

CLOVIS
496-1996

Enquête sur le
15^e centenaire

par Philippe Delorme
et Luc de Goustine

prix franco 110 F

FANION

Fanion de table aux armes de France. En rayonne de format 9 x 13 cm, monté sur tige métallique, surmonté d'une lance en plastique, sur un socle en bois verni de 50 mm. Hauteur totale 25 cm. Prix franco : 50 F

LIVRE DE PRESSE

Le livre de presse de la N.A.R. est impressionnant : plus de 20 volumes ! Mais il est loin d'être complet. Aidez-nous à le tenir à jour. Envoyez-nous systématiquement toute coupure de presse concernant la NAR, les princes ou le royalisme en indiquant les références précises de l'article. Votre collaboration nous est indispensable.

ILE-DE-FRANCE

Pour marquer la fin de l'année militante avant la coupure des vacances, la fédération d'Île-de-France convie ses amis à participer à un dîner dans un restaurant voisin le mercredi 3 juillet. Rendez-vous au local à 20 h.

MERCREDIS N.A.R.

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons sympathisants ou curieux dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 h très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève à 22 heures. Un dîner est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner : 25 F).

● **Mercredi 26 juin** : Comment s'y retrouver dans les quelque quarante livres qui ont été récemment publiés sur Clovis ? En effectuant une enquête globale, portant à la fois sur l'événement historique, sur la naissance et le développement de la légende, et sur la manière dont l'histoire et le mythe sont interprétés aujourd'hui. Telle est l'ambition de l'« Enquête sur le 15^e centenaire de Clovis » que nos amis Luc de GOUSTINE et Philippe DELORME viennent de publier. Avec eux, nous débattrons des enjeux religieux, politiques et historiographiques de cette commémoration.

SOUSCRIPTION

Merci tout d'abord à nos amis, dont nous publions ci-dessous la liste, et qui spontanément nous ont fait parvenir leurs dons pour soutenir nos finances toujours fragiles. La période estivale est chaque année pour nous difficile à passer, aussi nous demandons à tous ceux qui le peuvent de nous aider en nous faisant parvenir leur obole.

Liste des souscripteurs

Sylvain Bianchi 100 F - François Bonnet-Dupeyron 130 F - Anonyme 20 F - Philippe Dechartre 650 F - Philippe Ethuin 115 F - Christian Fleury 200 F - Olivier Germain-Thomas 100 F - J.L. (Vosges) 130 F - Jean-Marie Landry 500 F - A. La

Reynière 130 F - Denis Matton 300 F - Christian Mory 500 F - Philippe de Nantes d'Avignonet 400 F - Michel Paris 75 F - Philippe Parisy 30 F - Hélène Joannelle 100 F - P. Roubinet 150 F - Raymond Tavernier 150 F - Jeanne Zwingelstein 30 F.

Total de cette liste : 3810 F

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :
Prénom :
Date de naissance : Profession :
Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Pour la raison politique

Je n'irai pas par quatre chemins : le manifeste pour la parité entre hommes et femmes est inacceptable.

Pourtant, la cause défendue par dix femmes éminentes paraît à première vue sympathique et fondée. Elles demandent l'égalité des chances, qui n'existe pas dans notre société. Elles revendiquent un rééquilibrage de la représentation nationale, au regard du faible pourcentage d'élues. Elles proposent notamment l'adoption de quotas dans les assemblées et au gouvernement, et une réforme de la Constitution pour faire reconnaître le principe de discriminations positives en faveur des femmes. Ces propositions ne sont pas recevables en droit :

Dans l'exposé de ses motifs, le manifeste confond abusivement les données **sociologiques**, qui établissent de scandaleuses inégalités de fait entre hommes et femmes (quant aux salaires, quant à l'accès aux responsabilités), et le principe **politique** de l'égalité qui est affirmé par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Il faut assurément mettre la réalité sociale en accord avec le droit : c'est l'affaire du législateur, qui peut durcir les lois, du juge qui doit les appliquer dans leur rigueur, des syndicats qui ont toujours milité pour l'égalité des hommes et des femmes dans le monde du travail, des partis politiques qui peuvent contribuer à la promotion des femmes.

Mais il est inacceptable de transposer cette juste revendication sociale dans le domaine politique. Ceci parce que les fondateurs de la démocratie parlementaire (nos ancêtres monar-

chiens et monarchistes constitutionnels) ont défini une représentation de la nation, par des députés dont la tâche est de légiférer, et qui ne peuvent par conséquent recevoir un mandat impératif et faire prévaloir des intérêts particuliers. Cette conception de la représentation est logique : un groupe ne peut représenter l'ensemble de la collectivité nationale ; la loi est par définition une règle générale dont le texte ne saurait être dicté par une fraction de l'ensemble.



Nous n'ignorons pas les modalités constitutionnelles de la représentation (la reconnaissance des partis politiques) ni les pressions sociales qui la dénaturent. Mais l'adoption d'un quota de femmes nous ferait entrer dans une tout autre logique : l'unité de la représentation nationale serait niée par l'obligation d'y inscrire un groupement particulier, et cette contrainte porterait gravement atteinte au libre choix des citoyens - à l'exercice de la démocratie politique. De surcroît, tout autre groupe de citoyens pourrait exiger un quota de représentants, au nom de telle ou telle différence sexuelle, ethnique, sociale, ce

qui nous ferait verser dans un système communautariste.

Pour se réserver le bénéfice exclusif de la parité, ses avocates font valoir que les femmes composent la moitié de l'humanité et mettent en valeur des traits spécifiquement féminins (sensibilité, dialogue...) qui équilibreraient ou surpasseraient le caractère masculin, rationnel et hiérarchique. Or cette apologie de l'identité féminine est doublement irrecevable : ou bien elle reproduit les archétypes machistes (1), ou bien elle aboutit à une définition strictement biologique de la femme, à une absolutisation de la différence sexuelle. Il y a là une négation de l'humanité en tant que telle (dans sa conception judéo-chrétienne comme dans celle des Lumières), une régression de la culture à la nature qui est contraire à toute civilisation - occidentale ou non - et un refus total du jeu politique : on peut facilement changer de parti et d'opinion ; changer de sexe est un tout autre affaire.

La parité n'est pas un progrès, mais une subversion. La dénoncer ne signifie pas qu'on refuse la participation accrue des femmes à la politique et la reconnaissance de leurs droits sociaux. Au contraire : c'est pour tous les citoyens qu'il faut défendre les droits de la raison politique, et faire prévaloir le souci de l'intérêt général. Nous continuerons de le faire, dans l'angoisse. Sous le consensus apparent, nous ne sommes plus d'accord sur rien. A la controverse idéologique, à l'opposition des partis, succède le conflit des regards : on ne voit plus des humains habitant une même nation, mais des hommes et des femmes, des blancs et des noirs, et diverses minorités... Quand le sens de l'unité se perd, il faut craindre le pire.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. l'analyse et les propositions d'Élisabeth Badinter (*Le Monde* du 12/6) que je n'ai pas la place de commenter mais auxquelles je souscris pleinement.